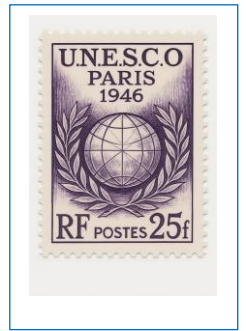


## UNESCO : d'un timbre fondateur à une institution fragilisée

Jacqueline BERGERON



En 1946, au lendemain de la guerre, la France célèbre la naissance de l'UNESCO avec deux timbres commémoratifs gravés par Albert Decaris (1901-1988), maître de la taille-douce et figure incontournable de la philatélie française. Son dessin représente un globe terrestre entouré de lauriers, image universelle de paix. Deux valeurs sont émises : un 10 francs bleu, pour le courrier courant de proximité, et un 25 francs violet, destiné aux affranchissements lourds et surtout internationaux. Ce choix n'est pas anodin : il traduit la volonté de donner à l'UNESCO une portée véritablement mondiale, en facilitant la circulation des idées, des savoirs et des échanges au-delà des frontières.

Ainsi ces deux timbres ne sont pas de simples objets philatéliques : ils sont le reflet matériel d'un idéal fondateur. Le choix des valeurs faciales, l'une tournée vers les échanges quotidiens et l'autre vers la correspondance internationale, traduisait déjà l'ambition d'une organisation capable de relier les peuples, de dépasser les frontières et de faire circuler le savoir comme on affranchit une lettre. Ils incarnent l'optimisme d'une époque où l'on pensait possible de bâtir la paix par l'éducation, la science et la culture.

Soixante-dix ans plus tard, le contraste est saisissant. L'UNESCO est fragilisée par le retrait de financements majeurs — notamment ceux des États-Unis — et par une gouvernance dominée par les rapports de force diplomatiques. Le Comité du patrimoine mondial est au cœur de ces critiques : selon un rapport du WWF (2019)<sup>1</sup>, près de la moitié des décisions relatives aux sites naturels et mixtes s'écartent des recommandations scientifiques de l'UICN, tandis que des chercheurs (Meskell, Bertacchini, 2013) ont montré la progressive substitution des experts par des diplomates dans ce comité.

La place de la société civile s'est également réduite. Depuis l'adoption du cadre réglementaire de 2017 (*Directives concernant le partenariat de l'UNESCO avec les ONG*), les ONG partenaires n'ont plus de droit de parole direct lors des conférences et sont cantonnées au rôle d'« observateurs ». La communauté scientifique et associative, qui devait être au cœur de la mission de l'UNESCO, se trouve ainsi marginalisée.

À ces fragilités s'ajoute une crise d'image. L'actuelle directrice générale a été critiquée pour la faiblesse de ses réactions face au retrait américain. Le *Canard Enchaîné*<sup>2</sup> dans son édition du 21 août 2025 résume cette dérive avec ironie en titrant : « *L'UNESCO se cherche un Airbnb* », révélant que l'organisation envisage même de louer ses propres bâtiments pour compenser son manque de moyens. Un symbole cruel de l'écart entre l'élan universaliste gravé sur les timbres de 1946 et la réalité d'une institution désormais affaiblie.

Ces timbres apparaissent dès lors comme un témoignage saisissant. Par leur double valeur faciale — 10 F pour l'échange local, 25 F pour l'ouverture internationale — ils affirmaient une conviction simple : la paix se construit en facilitant la circulation libre des savoirs et des idées à toutes les échelles. Aujourd'hui, alors que l'UNESCO peine à défendre son indépendance scientifique et marginalise la société civile, ces petites vignettes imprimées rappellent la force du projet fondateur. Elles disent ce qu'était l'ambition originelle : une organisation universelle au service du dialogue entre les peuples. Et elles mesurent, par contraste, l'écart avec une institution devenue fragile, où l'universel s'efface derrière les compromis diplomatiques et financiers.

---

<sup>1</sup> Rapport WWF (2019) — *Our natural world at risk: UNESCO World Heritage sites at risk due to committee politicization*

Ce rapport indique que près de la moitié des sites naturels et mixtes du patrimoine mondial sont soumis à des pressions industrielles importantes, et dénonçait une application parfois trop souple des recommandations scientifiques de l'UICN. [WWF+2wwfeu.awsassets.panda.org+2](https://www.wwf.org/fr/actualites/wwf-2019-our-natural-world-at-risk-unesco-world-heritage-sites-at-risk-due-to-committee-politicization). Il montre également que le Comité du Patrimoine mondial a retardé ou bloqué certaines inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial en danger malgré les recommandations des organes consultatifs.